

FJVD

Table des matières

Administration publique.....	2
Affaires publiques et développement territorial	2
Administration publique.....	4
Management public	4
Droit public	6
Droit public	6
Justice, procès, procédures	8
Médiation	8
Droit des affaires	9
Droit de la propriété intellectuelle - créations artistiques et esthétiques.....	9
Droit des affaires	11
Transports, assurances, douanes	11
Droit des affaires	13
Droit des affaires comparé	13
Droit des affaires	15
Juriste d'affaires, éthique et compliance	15
Droit des affaires	17
Management Juridique des Affaires	17
Droit privé.....	19
Commissaire de justice.....	19
Droit privé.....	21
Contrats - Droit des événements sportifs et culturels	21
Droit privé.....	23
Contentieux des contrats	23
Droit privé.....	25
Droit des activités numériques et tiers de confiance.....	25

Pour chaque formation :

- Parcours ouvert/fermé
- Modalités d'enseignement (FI, FC,FA)
- Attendus
- Critères
- Modalités de candidature (dossier, entretien, examen, concours)

Mention

Administration publique

Parcours

Affaires publiques et développement territorial

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Etre prioritairement titulaire d'une 3e année de licence en Administration publique. A défaut, être titulaire d'une 3e année licence en droit ou de tout autre diplôme équivalent avec suivi des matières fondamentales d'Administration publique et bons résultats à celles-ci

Maitriser les fondamentaux du droit public et de la gestion publique.

Maitriser les fondements de l'économie et de la comptabilité

Avoir une bonne connaissance des travaux de SHS portant sur le secteur public

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la Mention Administration publique et, si cela est souhaité par la suite, du parcours de Master 2 envisagé.

Démontrer de bonnes compétences rédactionnelles.

Démontrer une bonne maîtrise de la langue française à l'écrit et à l'oral.

Veiller à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales pour la mention Administration publique.

Très bonne qualité de rédaction.

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec le Master 1 Administration publique, et le parcours de M2 envisagé ultérieurement.

Courte vidéo à communiquer dans les conditions précisées permettant d'apprécier l'intérêt pour la mention et, si la poursuite en M2 est souhaitée, le choix du parcours de M2 envisagé.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante : CV, relevés de notes, diplômes...).

Modalités de candidature
Dossier

Mention

Administration publique

Parcours

Management public

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Etre prioritairement titulaire d'une 3e année de licence en Administration publique. A défaut, être titulaire d'une 3e année licence en droit ou de tout autre diplôme équivalent avec suivi des matières fondamentales d'Administration publique et bons résultats à celles-ci

Maîtriser les fondamentaux du droit public et de la gestion publique.

Maîtriser les fondements de l'économie et de la comptabilité

Avoir une bonne connaissance des travaux de SHS portant sur le secteur public

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la Mention Administration publique et, si cela est souhaité par la suite, du parcours de Master 2 envisagé.

Démontrer de bonnes compétences rédactionnelles.

Démontrer une bonne maîtrise de la langue française à l'écrit et à l'oral.

Veiller à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales pour la mention Administration publique.

Très bonne qualité de rédaction.

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec le Master 1 Administration publique, et le parcours de M2 envisagé ultérieurement.

Courte vidéo à communiquer dans les conditions précisées permettant d'apprécier l'intérêt pour la mention et, si la poursuite en M2 est souhaitée, le choix du parcours de M2 envisagé.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante : CV, relevés de notes, diplômes...).

Modalités de candidature
Dossier

Mention

Droit public

Parcours

Droit public

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Être prioritairement titulaire d'une 3e année de licence en droit public. A défaut, être titulaire d'une 3e année de licence en droit, d'une 3e année licence en Administration publique, ou d'un diplôme équivalent, avec suivi des matières fondamentales de droit public (droit administratif, droit constitutionnel, droit européen, droit des libertés fondamentales...) et bons résultats dans celles-ci.

Maîtriser les fondamentaux du droit public.

Attester d'une bonne maîtrise des matières du droit public, en particulier du droit administratif, du droit constitutionnel, du droit européen, du droit des libertés fondamentales.

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la Mention Droit public et, si cela est souhaité par la suite, du parcours de Master 2 envisagé

Démontrer de bonnes compétences rédactionnelles.

Démontrer d'une bonne maîtrise de la langue française à l'écrit et à l'oral.

Veiller au sérieux, à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales du droit public (droit administratif, droit constitutionnel, droit européen, droit des libertés fondamentales, etc.).

Très bonne qualité de rédaction.

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec le Master 1 Droit public, et le parcours de M2 envisagé ultérieurement.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante : CV, relevés de notes, diplômes, etc.).

Modalités de candidature
Dossier

Mention

Justice, procès, procédures

Parcours

Médiation

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Etre titulaire d'une licence en droit, sociologie, psychologie ou d'un diplôme jugé équivalent et bons résultats à celles-ci

Maîtriser les fondamentaux du droit public et du droit privé.

Attester d'une très bonne maîtrise des matières de droit processuel.

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la Mention.

Démontrer de bonnes compétences rédactionnelles.

Faire état d'expériences personnelles et professionnelles en lien avec la gestion amiable des conflits.

Démontrer d'une bonne maîtrise de la langue française à l'écrit et à l'oral.

Veiller à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales pour la mention Justice, Procès, Procédures (matières de droit processuel).

Très bonne qualité de rédaction.

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec le M1 Justice, Procès, Procédures et, si cela est souhaité, le parcours de M2 Justice, Procès, Procédures.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Modalités de candidature

Dossier

Mention

Droit des affaires

Parcours

Droit de la propriété intellectuelle - créations artistiques et esthétiques

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Etre prioritairement titulaire d'une 3e année de licence en droit privé. A défaut, être titulaire d'une licence en droit ou d'un diplôme équivalent avec suivi des matières fondamentales de droit privé (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés) et obtention de bons résultats à celles-ci.

Maîtriser les fondamentaux du droit privé.

Attester d'une très bonne maîtrise des matières de droit privé, en particulier (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et de celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés).

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la mention, en particulier avec le parcours de Master souhaité.

Démontrer de bonnes compétences rédactionnelles.

Démontrer d'une bonne maîtrise de la langue française (pour les étudiants non francophones).

Veiller à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales du droit privé (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés).

Très bonne qualité de rédaction.

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec la mention Droit des affaires et, en particulier, le parcours choisi.

En cas d'acceptation par le/la candidat(e) d'une proposition admission au sein d'un parcours de la mention, aucune demande de changement de parcours ne sera admise par la suite.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante : CV, relevés de notes, diplômes, etc).

[Modalités de candidature](#)

Dossier

Mention

Droit des affaires

Parcours

Transports, assurances, douanes

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Être prioritairement titulaire d'une 3e année de licence en droit privé. A défaut, être titulaire d'une licence en droit ou d'un diplôme équivalent avec suivi des matières fondamentales de droit privé (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés) et obtention de bons résultats à celles-ci.

Maîtriser les fondamentaux du droit privé.

Attester d'une très bonne maîtrise des matières de droit privé, en particulier (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et de celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés)

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la mention, en particulier avec le parcours de Master souhaité.

Démontrer de bonnes compétences rédactionnelles.

Démontrer d'une bonne maîtrise de la langue française (pour les étudiants non francophones).

Veiller à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales du droit privé (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés).

Très bonne qualité de rédaction.

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec la mention Droit des affaires et, en particulier, le parcours choisi.

En cas d'acceptation par le/la candidat(e) d'une proposition admission au sein d'un parcours de la mention, aucune demande de changement de parcours ne sera admise par la suite.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante : CV, relevés de notes, diplômes, etc).

[Modalités de candidature](#)

Dossier

Mention

Droit des affaires

Parcours

Droit des affaires comparé

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Etre prioritairement titulaire d'une 3e année de licence en droit privé.

A défaut, être titulaire d'une licence en droit ou d'un diplôme équivalent avec suivi des matières fondamentales de droit privé (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés) et obtention de bons résultats à celles-ci.

Maîtriser les fondamentaux du droit privé.

Attester d'une très bonne maîtrise des matières de droit privé, en particulier (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et de celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés)

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la mention, en particulier avec le parcours de Master souhaité.

Démontrer de bonnes compétences rédactionnelles.

Démontrer d'une bonne maîtrise de la langue française (pour les étudiants non francophones).

Veiller à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales du droit privé (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés).

Très bonne qualité de rédaction.

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec la mention Droit des affaires et, en particulier, le parcours choisi.

En cas d'acceptation par le/la candidat(e) d'une proposition admission au sein d'un parcours de la mention, aucune demande de changement de parcours ne sera admise par la suite.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante : CV, relevés de notes, diplômes, etc).

[Modalités de candidature](#)

Dossier

Mention

Droit des affaires

Parcours

Juriste d'affaires, éthique et compliance

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Etre prioritairement titulaire d'une 3e année de licence en droit privé.

A défaut, être titulaire d'une licence en droit ou d'un diplôme équivalent avec suivi des matières fondamentales de droit privé (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés) et obtention de bons résultats à celles-ci

Maîtriser les fondamentaux du droit privé.

Attester d'une très bonne maîtrise des matières de droit privé, en particulier (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et de celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés).

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la mention, en particulier avec le parcours de Master souhaité.

Démontrer de bonnes compétences rédactionnelles.

Démontrer d'une bonne maîtrise de la langue française (pour les étudiants non francophones).

Veiller à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales du droit privé (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés).

Très bonne qualité de rédaction.

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec la mention Droit des affaires et, en particulier, le parcours choisi.

En cas d'acceptation par le/la candidat(e) d'une proposition admission au sein d'un parcours de la mention, aucune demande de changement de parcours ne sera admise par la suite.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante : CV, relevés de notes, diplômes, etc).

[Modalités de candidature](#)

Dossier

Mention

Droit des affaires

Parcours

Management Juridique des Affaires

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Etre prioritairement titulaire d'une 3e année de licence en AES ou en droit privé. A défaut, être titulaire d'une licence en droit ou d'un diplôme équivalent avec suivi des matières fondamentales de droit privé (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés) et obtention de bons résultats à celles-ci.

Maîtriser les fondamentaux du droit privé.

Attester d'une très bonne maîtrise des matières de droit privé, en particulier (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et de celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés)

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la mention, en particulier avec le parcours de Master souhaité.

Démontrer de bonnes compétences rédactionnelles.

Démontrer d'une bonne maîtrise de la langue française (pour les étudiants non francophones).

Veiller à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales du droit privé (notamment droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit pénal, procédure civile) et celles en lien avec le droit des affaires (notamment droit commercial et droit des sociétés).

Très bonne qualité de rédaction

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec la mention Droit des affaires et, en particulier, le parcours choisi.

En cas d'acceptation par le/la candidat(e) d'une proposition admission au sein d'un parcours de la mention, aucune demande de changement de parcours ne sera admise par la suite.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante : CV, relevés de notes, diplômes, etc).

[Modalités de candidature](#)

Dossier

Mention

Droit privé

Parcours

Commissaire de justice

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Etre prioritairement titulaire d'une 3e année de licence en droit privé.

A défaut, être titulaire d'une licence en droit ou d'un diplôme équivalent avec suivi des matières fondamentales de droit privé (introduction au droit, droit civil, droit des obligations, procédure civile, droit des contrats spéciaux, etc.) et bons résultats à celles-ci.

Maîtriser les fondamentaux du droit privé.

Attester d'une très bonne maîtrise des matières de droit privé, en particulier les matières de droit civil, de droit commercial et de procédures.

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la mention Droit privé, en particulier avec le parcours de Master souhaité.

Démontrer de très bonnes compétences rédactionnelles.

Démontrer d'une bonne maîtrise de la langue française à l'écrit et à l'oral.

Veiller à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales du droit privé (introduction au droit, droit civil, droit des obligations, procédure civile, droit des contrats spéciaux, etc.).

Très bonne qualité de rédaction.

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec la mention Droit privé et, en particulier, avec le parcours choisi.

En cas d'acceptation par le/la candidat(e) d'une proposition admission au sein d'un parcours de la mention, aucune demande de changement de parcours ne sera admise par la suite.

Courte vidéo (facultatif) à communiquer dans les conditions précisées permettant d'apprécier l'intérêt pour la mention et le parcours sollicités.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante : CV, relevés de notes, diplômes, etc).

[Modalités de candidature](#)

Dossier

Mention

Droit privé

Parcours

Contrats - Droit des événements sportifs et culturels

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Etre prioritairement titulaire d'une 3e année de licence en droit privé.

A défaut, être titulaire d'une licence en droit ou d'un diplôme équivalent avec suivi des matières fondamentales de droit privé (introduction au droit, droit civil, droit des obligations, procédure civile, droit des contrats spéciaux, etc.) et bons résultats à celles-ci.

Maîtriser les fondamentaux du droit privé.

Attester d'une très bonne maîtrise des matières de droit privé, en particulier les matières de droit civil, de droit commercial et de procédures.

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la mention Droit privé, en particulier avec le parcours de Master souhaité.

Démontrer de très bonnes compétences rédactionnelles.

Démontrer une bonne maîtrise de la langue française à l'écrit et à l'oral.

Veiller à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales du droit privé (introduction au droit, droit civil, droit des obligations, procédure civile, droit des contrats spéciaux, etc.).

Très bonne qualité de rédaction.

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec la mention Droit privé et, en particulier, avec le parcours choisi.

En cas d'acceptation par le/la candidat(e) d'une proposition admission au sein d'un parcours de la mention, aucune demande de changement de parcours ne sera admise par la suite.

Courte vidéo (facultatif) à communiquer dans les conditions précisées permettant d'apprécier l'intérêt pour la mention et le parcours sollicités.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante : CV, relevés de notes, diplômes, etc).

Modalités de candidature

Dossier

Mention

Droit privé

Parcours

Contentieux des contrats

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Etre prioritairement titulaire d'une 3e année de licence en droit privé.

A défaut, être titulaire d'une licence en droit ou d'un diplôme équivalent avec suivi des matières fondamentales de droit privé (introduction au droit, droit civil, droit des obligations, procédure civile, droit des contrats spéciaux, etc.) et bons résultats à celles-ci.

Maîtriser les fondamentaux du droit privé.

Attester d'une très bonne maîtrise des matières de droit privé, en particulier les matières de droit civil, de droit commercial et de procédures.

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la mention Droit privé, en particulier avec le parcours de Master souhaité.

Démontrer de très bonnes compétences rédactionnelles.

Démontrer d'une bonne maîtrise de la langue française à l'écrit et à l'oral.

Veiller à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales du droit privé (introduction au droit, droit civil, droit des obligations, procédure civile, droit des contrats spéciaux, etc.).

Très bonne qualité de rédaction.

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec la mention Droit privé et, en particulier, avec le parcours choisi.

En cas d'acceptation par le/la candidat(e) d'une proposition admission au sein d'un parcours de la mention, aucune demande de changement de parcours ne sera admise par la suite.

Courte vidéo (facultatif) à communiquer dans les conditions précisées permettant d'apprécier l'intérêt pour la mention et le parcours sollicités.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante : CV, relevés de notes, diplômes, etc).

[Modalités de candidature](#)

Dossier

Mention

Droit privé

Parcours

Droit des activités numériques et tiers de confiance

Parcours ouvert/fermé

Ouvert

Modalités d'enseignement

FI

Attendus

Etre prioritairement titulaire d'une 3e année de licence en droit privé.

A défaut, être titulaire d'une licence en droit ou d'un diplôme équivalent avec suivi des matières fondamentales de droit privé (introduction au droit, droit civil, droit des obligations, procédure civile, droit des contrats spéciaux, etc.) et bons résultats à celles-ci.

Maîtriser les fondamentaux du droit privé.

Attester d'une très bonne maîtrise des matières de droit privé, en particulier les matières de droit civil, de droit commercial et de procédures.

Avoir un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec l'offre de formation de la mention Droit privé, en particulier avec le parcours de Master souhaité.

Démontrer de très bonnes compétences rédactionnelles.

Démontrer d'une bonne maîtrise de la langue française à l'écrit et à l'oral.

Veiller à la bonne qualité générale et la bonne présentation du dossier de candidature (absence de faute, aucune pièce manquante...).

Critères

Bons résultats dans chacune des années de licence, en particulier dans les matières fondamentales du droit privé (introduction au droit, droit civil, droit des obligations, procédure civile, droit des contrats spéciaux, etc.).

Très bonne qualité de rédaction.

Lettre de motivation permettant d'attester d'un projet universitaire et professionnel en parfaite adéquation avec la mention Droit privé et, en particulier, avec le parcours choisi.

En cas d'acceptation par le/la candidat(e) d'une proposition admission au sein d'un parcours de la mention, aucune demande de changement de parcours ne sera admise par la suite.

Courte vidéo (facultatif) à communiquer dans les conditions précisées permettant d'apprécier l'intérêt pour la mention et le parcours sollicités.

Dossier de candidature sérieux, de bonne qualité générale, complet et bien présenté (absence de faute, aucune pièce manquante : CV, relevés de notes, diplômes, etc).

[Modalités de candidature](#)

Dossier